

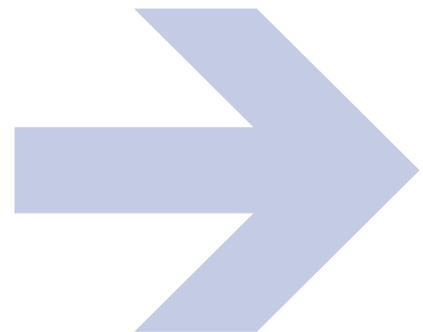
EFFORT DE DÉFENSE ET PERCEPTION DE LA MENACE : COMPARAISONS INTERNATIONALES

par **Sylvain Daffix**, **Yves Jacquin** et **Mahmoud Jlassi** (OED)

INTRODUCTION

La question des liens éventuels à court terme entre la dépense de défense et la croissance économique a fait l'objet de nombreux travaux de la part des économistes. Depuis les premiers travaux de Benoît (1973-78) qui ont mis en évidence une relation positive entre dépense de défense et croissance économique sur un échantillon de 44 pays en développement étudiés sur la période 1950-1965, de nombreuses études statistiques et économétriques ont été réalisées pour différentes périodes, différents pays, différents périmètres budgétaires. Les résultats obtenus, positifs, négatifs voire simplement non significatifs, ont montré que cette relation, loin d'être mécanique et stable dans le temps, variait largement en fonction de l'environnement économique et stratégique mais aussi de la structure de l'économie (pour une revue de la littérature sur le sujet voir l'article de Rati RAM in *Handbook of Defence Economics* 1995).

L'objectif de cet article est de susciter la réflexion sur le lien entre perception de la menace et effort de défense. L'hypothèse de départ est que la dépense de défense peut être envisagée comme un mécanisme d'assurance contre des menaces identifiées ou anticipées contre le territoire, les personnes et leurs intérêts (Medina & Nidier 2004)*. Notre intention est d'illustrer cette relation à partir de données internationales et récentes. Pour montrer combien l'environnement stratégique influe sur l'effort de défense, nous étudions les dix dernières années en distinguant deux périodes 1995-2001 et 2001-2005. La date de 2001 a été choisie pour mettre en évidence l'effet sur l'effort de défense de la concrétisation d'une nouvelle menace (ici le terrorisme).

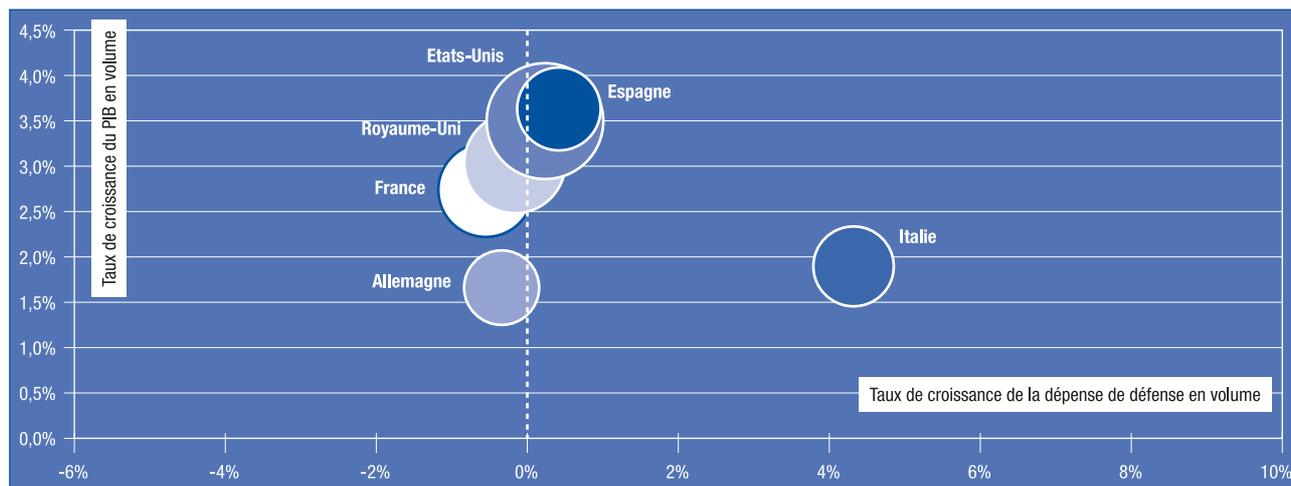


* *Defence and Peace Economics*, 2003, Vol. 14 (6), Décembre, pp. 425-435

EFFORT DE DEFENSE ET CROISSANCE ECONOMIQUE

Evolutions comparées des taux de croissance du budget de défense et du produit intérieur brut

Graphique 1 : Taux de croissance moyens du PIB et des dépenses de défense en volume (sur la période 1995-2001)



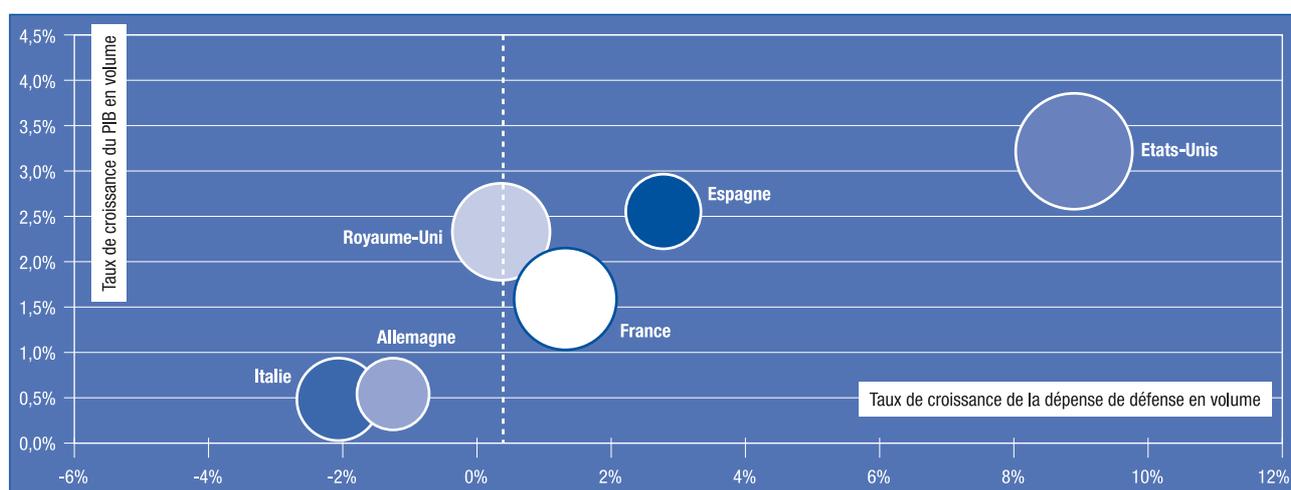
Source : OTAN, calculs DAF/OED

Lecture : la taille des bulles représente la part du budget de la défense dans le produit intérieur brut

La fin des années quatre-vingt dix correspond à une période de baisse ou de relative stabilité des budgets de défense en volume, suite à la disparition de la menace directe du bloc de l'Est. Seule l'Italie se distingue par une forte augmentation moyenne de son budget de défense, due en partie à des mesures ponctuelles en faveur des personnels. La croissance économique est relativement forte pour tous les pays étudiés. Sur cette période, on n'observe

pas de relation entre croissance du PIB en volume d'une part et croissance de la dépense de défense d'autre part. L'existence d'une relation se traduirait par un nuage de points à peu près aligné sur une droite de pente non nulle (c'est-à-dire non alignée sur l'axe des abscisses), ni infinie (c'est-à-dire non alignée sur l'axe des ordonnées) : c'est ce dernier cas qui est observé ici si l'on fait abstraction du point atypique de l'Italie.

Graphique 2 : Taux de croissance moyens du PIB et des dépenses de défense en volume (sur la période 2001-2005)



Source : OTAN, calculs DAF/OED

Lecture : la taille des bulles représente la part du budget de la défense dans le produit intérieur brut

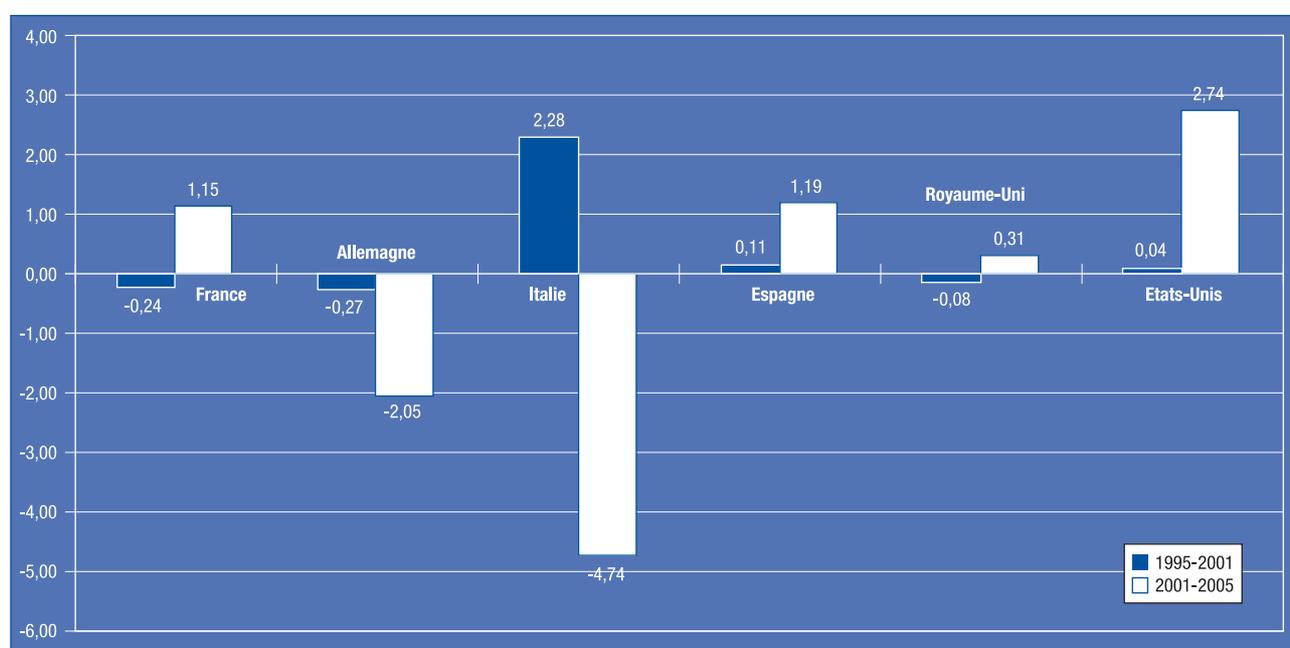
La seconde période (2001-2005) est très différente de la précédente : elle est marquée par de grands écarts entre pays en matière de croissance de la dépense de défense en volume. La position des Etats-Unis est isolée, avec à la fois une croissance en volume de près de 10% par an de son effort de défense et plus de 3% de croissance annuelle de son PIB. A l'autre extrême, l'Italie et l'Allemagne ont réduit leur effort réel de défense au cours de la période. Ce sont également ces deux pays qui ont connu la plus faible croissance de leur produit intérieur brut. Tous les pays ont connu un ralentissement de leur croissance économique d'une période à l'autre. Contrairement à la précédente période, il apparaît ici une corrélation entre les 2 taux de croissance, qui se traduit par un alignement assez visible sur une droite de pente positive de l'ordre de 0,25 (une augmentation

de la croissance de la dépense de défense de 4% va de pair avec une augmentation de la croissance du PIB de 1%).

Elasticité du budget défense au produit intérieur brut

Afin de synthétiser les données précédentes, le graphique ci-dessous présente l'évolution de l'élasticité de la dépense de défense par rapport au PIB. Elle se définit comme le pourcentage de variation annuelle moyenne du budget de la défense rapporté au même pourcentage de variation du produit intérieur brut. Elle présente l'avantage d'être indépendante des unités de mesure puisqu'elle exprime un rapport de variations relatives. Les chiffres présentés ne supposent aucune causalité, ils mesurent seulement des évolutions concomitantes.

Graphique 3 : Elasticités du budget de défense au PIB (en volume)



Source : OTAN, calculs DAF/OED

Lecture : Lorsque le PIB français a augmenté de 1% en moyenne annuelle au cours de la période 2001-2005, le budget de défense a augmenté de 1,15%. Une élasticité supérieure à 1 met donc en évidence que l'effort de défense croît plus vite que la richesse nationale.

La distinction en deux périodes met en évidence des évolutions contrastées entre d'une part l'Allemagne et l'Italie, d'autre part la France, l'Espagne, le Royaume-Uni et les Etats-Unis.

A l'exception de l'Italie, les variations de l'effort de défense sont faibles par rapport aux variations du PIB pour les pays étudiés au cours de la première période. Ces pays ont une dépense de défense très inélastique au produit intérieur brut pour la première période et même légèrement négative pour la France, le Royaume-Uni et l'Allemagne. Cela signifie qu'entre 1995 et 2001, leur effort réel de défense s'est légèrement réduit tandis que leur PIB augmentait.

Depuis 2001 et les attentats terroristes, les élasticité de l'effort de défense au PIB sont beaucoup plus fortes en valeur absolue, mais dans un sens négatif pour l'Allemagne et l'Italie : l'effort de défense de ces deux pays s'est en effet sensiblement réduit au cours de la seconde période. Les autres pays ont connu une hausse de leur effort de défense, supérieure à la croissance du PIB pour la France, l'Espagne et surtout les Etats-Unis. La relative faiblesse de l'élasticité pour la Grande-Bretagne comparativement à la France tient pour partie à une croissance moyenne du PIB supérieure (cf. graphique 2).

LES MOYENS DE LA DEFENSE

Au cours des deux périodes étudiées, la structure de la dépense de défense a également évolué. Cette seconde partie est consacrée à l'évolution des dépenses en capital et en R&D de défense ainsi que du personnel entre 1995 et 2001 puis entre 2001 et 2005.

Les dépenses en capital (norme OTAN)

Les dépenses en capital définies selon la norme de l'OTAN intègrent les équipements militaires, les infrastructures et la Recherche-Développement.

Tableau 1 : Variations annuelles en volume des dépenses en capital

Evolutions annuelles moyennes	Dépenses en capital		Rappel : budget de défense	
	1995-2001	2001-2005	1995-2001	2001-2005
France	-3,0%	4,0%	-0,7%	1,7%
Allemagne	1,6%	1,2%	-0,5%	-1,1%
Italie	-3,9%	-2,3%	4,3%	-2,2%
Espagne*	-1,0%	15,7%	0,4%	3,1%
Royaume-Uni	-2,8%	2,9%	-0,2%	0,7%
Etats-Unis	-2,6%	8,3%	0,1%	8,9%

Source : OTAN, calculs DAF/OED

* Le chiffre espagnol n'est pas comparable avec les autres données suite à un changement de périmètre budgétaire

Si l'on compare les dépenses en capital et le budget de la défense dans son ensemble, on remarque que les variations en volume des dépenses en capital sont plus fortes, à la hausse comme à la baisse, que celles du budget de la défense. On observe une réduction réelle des dépenses en capital entre 1995 et 2001 (sauf en Allemagne), puis une hausse supérieure

(ou sensiblement égale pour les Etats-Unis) au taux de croissance du budget défense entre 2001 et 2005, Italie exceptée. Il faut noter que l'Allemagne fait exception à cette évolution générale puisque ses dépenses en capital augmentent alors même que son effort de défense se réduit au cours des deux périodes.

Tableau 2 : Part des dépenses en capital dans le budget de défense

Parts annuelles moyennes	1995-2001	2001-2005
France	24,9%	25,0%
Allemagne	17,2%	18,5%
Italie	13,6%	12,4%
Espagne*	14,0%	22,8%
Royaume-Uni	29,2%	24,9%
Etats-Unis	27,6%	27,0%

Source : OTAN, calculs DAF/OED

* Le chiffre espagnol n'est pas comparable avec les autres données suite à un changement de périmètre budgétaire

Tous les pays présentés disposent d'une base industrielle et technologique de défense importante. Quatre d'entre eux consacrent environ un quart de leur budget aux dépenses en capital, seuls l'Allemagne et l'Italie ont une part inférieure au

cinquième de leur effort de défense. La part des dépenses en capital est d'ailleurs relativement stable, sauf pour l'Espagne (à cause d'un changement de périmètre) et le Royaume-Uni (effet des projets conduits en Private Finance Initiative).

La recherche et développement de défense

Tableau 3 : Evolution des Crédits de R-D pour la défense (en valeur)

Evolutions annuelles moyennes	2001/1995	2005/2001
France *	-0,3%	4,1%
Allemagne	-4,4%	-3,9%
Espagne *	nd	-8,8%
Royaume-Uni *	-2,0%	8,7%
Etats-Unis	2,8%	12,4%

Source : OCDE, calculs DAF/OED - Les données de l'OCDE sur la recherche-développement s'appuient sur les définitions internationales - Elles diffèrent légèrement des données budgétaires en particulier elles s'entendent hors taxes / * La donnée 2005 n'étant pas disponible pour ces pays selon cette source, nous avons calculé les évolutions moyennes sur la période 2001-2004 au lieu de 2001-2005

Pour la France, le Royaume-Uni et les Etats-Unis, les évolutions sur les deux périodes sont plus favorables ou moins défavorables, que celles des dépenses en capital correspondantes. Malgré une évolution positive des dépenses en capital sur les deux périodes en Allemagne, les crédits de R&D, ceux qui préparent

l'avenir, se contractent. Il convient de signaler que les Etats-Unis n'ont réduit leur effort de R&D de Défense sur aucune des deux périodes alors qu'il représente pour ce pays plus de la moitié des dépenses en capital de défense.

Tableau 4 : Part des crédits défense de R&D dans l'ensemble des crédits budgétaires publics pour la R&D (CBPRD)

Parts annuelles moyennes	2001/1995	2005/2001
France	24,3%	23,2%
Allemagne	8,5%	6,2%
Espagne	nd	27,4%
Royaume-Uni	36,2%	32,0%
Etats-Unis	53,1%	53,8%

Source : OCDE, calculs DAF/OED

La part de la R&D de défense dans les crédits budgétaires publics pour la R&D permet de mettre en évidence l'organisation du système national d'innovation. L'Allemagne et l'Italie sont les pays qui consacrent le moins de leurs CBPRD à la Défense. Au contraire pour la France et l'Espagne, c'est un quart des CBPRD qui sont orientés vers la Défense. Enfin le Royaume-Uni

et surtout les Etats-Unis investissent massivement dans la recherche de Défense, plus de 53% pour les Etats-Unis pour les deux périodes, permettant une véritable irrigation de l'ensemble de la recherche et donc un effet indirect de la dépense de défense sur le reste de l'économie (effet d'externalité).

Effectifs

Tableau 5 : Evolution des effectifs globaux (civils et militaires)

Moyennes annuelles	1995-2001	2001-2005
France	-4,2%	-0,5%
Allemagne*	-3,1%	-3,5%
Italie	-2,6%	-3,9%
Espagne	-4,7%	-4,5%
Royaume-Uni	-2,0%	-0,9%
Etats-Unis	-2,1%	-1,2%

Source : OTAN, calculs DAF/OED

* Pour l'année 2005, donnée nationale

L'observatoire économique de la défense diffuse Ecodef par messagerie électronique (format pdf).

Si vous êtes intéressés par cette formule, veuillez adresser votre E-mail à :
oed@sga.defense.gouv.fr

Les évolutions d'effectifs sont liées à l'évolution du contexte stratégique mais aussi au choix d'armée de chacun de ces pays (armée de conscription / armée professionnelle) ainsi qu'au passage de l'une à l'autre. Sur les deux périodes considérées, les effectifs globaux (civils et militaires) de tous les pays se réduisent. Entre 1995 et 2001, le Royaume-Uni et les Etats-Unis disposent d'une armée professionnalisée de longue date, ces pays connaissent les réductions d'effectifs les plus faibles. Au contraire, la France et l'Espagne sont dans la phase de transition de la conscription vers l'armée de métier et connaissent donc les diminutions les plus fortes. L'Italie a décidé la professionnalisation de ses effectifs militaires plus tard (2000), ce qui explique que la réduction des effectifs s'accélère en seconde période. Bien qu'ayant choisi de maintenir l'armée de conscription, l'Allemagne connaît une réduction significative de ses effectifs sur les deux périodes, conformément aux annonces du gouvernement allemand en 1990 (Traité 4 + 2) puis en 2000.

CONCLUSION

L'étude de l'effort de défense sur la période récente permet de mettre en évidence le rôle de la perception de la menace dans l'effort consenti par les différents pays. Malgré le ralentissement de la croissance économique dans l'ensemble des pays étudiés en 2001-2005 par rapport à la période 1995-2001, quatre pays sur les six ont augmenté leur budget entre 2001 et 2005. Il convient de noter que pour la France, l'Espagne et les Etats-Unis la croissance de l'effort de défense en volume entre 2001 et 2005 a été supérieure à celle du produit intérieur brut.

La décomposition de cet effort a également évolué : les effectifs se sont réduits, notamment du fait de la professionnalisation pour la France, l'Italie et l'Espagne, alors que la part des financements dédiés aux équipements est restée stable ou en augmentation. La croissance des dépenses en capital est d'ailleurs supérieure à celle du budget de la défense entre 2001 et 2005 sauf pour l'Italie et les Etats-Unis.

Sources :

Memorandum statistique de l'OTAN : les budgets défense comprennent les pensions et les forces de sécurité intérieure à caractère militaire
Indicateurs pour la Science et la Technologie de l'OCDE

Internet › www.defense.gouv.fr/sga • Intranet › www.sga.defense.gouv.fr

É C O D E F

Observatoire Économique de la Défense (SGA/DAF/OED)
14, rue Saint Dominique • 00450 Armées

Pour vous abonner :
Fax : 01 42 19 45 43 - Email : oed@sga.defense.gouv.fr
Rédacteur en chef : Jean-Marie Nivlet

ISSN 1293-4348 • Impression : SMG/Impressions • Tél : 01 42 19 40 91
Conception et réalisation graphique : Pascal Ilic SGA/com 2007